



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries – 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 – Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr - Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>

Madame Annick GIRARDIN
Ministre de la Fonction publique
80, rue de Lille
BP 10445
75327 PARIS Cedex 07

Paris, le 23 mars 2016

Recommandé avec accusé de réception

Objet : Préavis de grève pour la journée de grève interprofessionnelle du 31 mars 2016.

Madame la Ministre,

Conformément aux dispositions prévues par la Loi du 13 juillet 1983, je vous informe par la présente du dépôt d'un préavis de grève par la Fédération générale des Fonctionnaires FO couvrant les personnels de la Fonction publique de l'Etat et de ses établissements pour la journée du 31 mars 2016. Compte tenu de l'aménagement du temps de travail et de l'organisation des services, cette grève commencera pour certains agents, le mercredi 30 mars 2016 à 20 heures et se terminera, pour d'autres, le vendredi 1^{er} avril 2016 à 8 heures.

Ce préavis s'inscrit dans la journée de grève et de manifestations, initiée par notre Confédération FO et fait suite aux journées de mobilisation contre le projet de Loi Travail, mais se place également dans la continuité de la journée de grève du 26 janvier dans la Fonction publique.

Concernant plus précisément la Fonction publique, la FGF-FO revendique notamment :

- Le retrait du projet de Loi Travail et réaffirme son opposition à l'article 22 de ce projet autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnance pour la mise en œuvre d'un CPA (Compte Personnel d'Activité) dans la fonction publique qui remettrait en cause les garanties collectives du statut général et des statuts particuliers sur ce point,
- Le maintien de la hiérarchie des normes et des accords collectifs donc par voie de conséquence le maintien du statut général et des statuts particuliers,
- Une nouvelle augmentation de la valeur du point d'indice assortie d'une attribution de 50 points d'indice permettant le rattrapage des pertes subies,
- La réouverture de discussions sur les carrières, le protocole PPCR n'ayant pas apporté de réelles améliorations aux grilles indiciaires et pire, devenant même un obstacle aux promotions,
- L'arrêt des réformes en cours (territoriales et santé notamment) et l'ouverture d'un débat de fond sur les missions de Service public et l'adéquation nécessaires avec les moyens.

Restant à votre disposition dès le 31 mars au soir pour discuter de ces points avec vous, nous vous prions de croire, Madame la Ministre, à l'assurance de notre sincère considération.


Christian GROLIER,
Secrétaire Général